

Publié le 31/10/2025

ID: 030-200066918-20251031-2025\_0410D-AU



# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE 2025 / 0410

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS D'ALÈS AGGLOMÉRATION

Direction Commande publique – Ingénierie du Bâtiment Service Marchés publics Tél: 04 34 24 70 79

Réf : MM.2025.10.

<u>Objet</u>: Marché à procédure adaptée relatif aux travaux de création d'une piste d'accès au captage d'eau potable sur la commune de Sainte-Cécile-d'Andorge (articles L2123-1, R2123-1 1°, R2123-4 à R2123-6 du Code de la commande publique) - signature du marché et tout autre document y afférent

#### Le président d'Alès Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (publiée au J.O. du 12 décembre, p 19703),

Vu le Code de la commande publique,

**Vu** la délibération C2024\_03\_17 du conseil de communauté du 27 juin 2024 portant délégation du conseil de communauté au président en application des dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales, modifiée par la délibération C2024 05 18 du conseil de communauté du 18 décembre 2024,

**Considérant** la nécessité pour la Communauté Alès Agglomération de lancer un marché à procédure adaptée concernant les travaux de renouvellement des conduites structurantes de refoulement et de distribution depuis la station de Sainte-Cécile-d'Andorge, conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique,

Considérant que le présent marché n'est pas alloti,

Considérant que ces travaux relèvent des familles de nomenclature suivantes :

\* la classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

objet principal	libellé objet principal
45112500-0	Travaux de terrassement

<sup>\*</sup> la nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

objet principal	libellé objet principal
A 025	Travaux de terrassement



**Considérant** l'avis d'appel public à la concurrence publié le 4 août 2025 sur la plateforme dématérialisée " <u>www.achatpublic.com</u> " et sur le journal d'annonces légales " BOAMP ",

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 26 septembre 2025 à 12h,

**Considérant** les critères de sélection des offres pondérés précisés dans le règlement de la consultation, à savoir :

Critères	Pondération			
1 - prix des prestations	40.0			
2 - valeur technique	60.0			
2.1 - méthodologie	30.0			
2.2 - fournitures	10.0			
2.3 - moyens matériels	10.0			
2.4 - moyens humains	10.0			

### Conditions de mise en œuvre du critère de la valeur technique :

La valeur technique de l'offre sera appréciée sur la base du mémoire technique, des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

#### Critère n°1 : prix 40 %

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres selon une règle de 3. La note du candidat concerné est ensuite calculée sur la base de la formule suivante :

note attribuée à l'offre concernée = montant de l'offre la moins disante x 40 montant de l'offre concernée

La note maximale est attribuée à l'offre la moins disante, soit 40 points.

# Critère n°2 : valeur technique 60 %

L'efficacité et la validité des prestations décrites et proposées sont déterminées selon :

note précisant les dispositions techniques que l'entrepreneur se propose de mettre en œuvre pour réaliser le chantier	notée sur 30	
méthodologies envisagées durant les travaux, modalités d'exécution pour chaque opération / type de travaux	Hotee sur so	
note concernant la provenance des principales fournitures nécessaires à la réalisation des travaux envisagés et les références des fournisseurs correspondants ainsi que les fiches techniques associées	notée sur 10	
note précisant les dispositions techniques que l'entrepreneur se propose de mettre en œuvre pour réaliser le chantier		
organisation générale du chantier et le planning (préparation, installation de chantier, continuité de service, phasage des travaux, gestion de la circulation routière, identification des contraintes,) maîtrise des nuisances, plan d'assurance qualité	notée sur 10	
moyens humains et matériels : différents moyens humains et matériels <u>dédiés</u> <u>au chantier</u> , capacité de l'entreprise à prévoir plusieurs équipes simultanées	notée sur 10	



**Considérant** que 3 opérateurs économiques ont remis une offre dans les délais et les conditions impartis, à savoir :

- groupement solidaire d'entreprises BENOIT RENE ET FILS / SAS SCAIC, représentée par M. Bruno BENOI (mandataire) en qualité de gérant 894 chemin de la Madeleine 30140 Boisset-et-Gaujac, pour un montant total HT du prix global et forfaitaire de 455 261,20 €,
- SAS MITHIEUX TP représentée par M. Charles ANCELIN en qualité de président 3 rue des Frères Montgolfier BP 30038 74602 Seynod, pour un montant total HT du prix global et forfaitaire de 508 853,09 €,
- SARL JOUVERT représentée par M. Claude JOUVERT en qualité de président -La Thuillère - Mercoirol - 30110 Laval-Pradel, pour un montant total HT du prix global et forfaitaire de 425 291,45 €,

Considérant qu'au regard des renseignements demandés au titre de la candidature afférents à la capacité juridique, économique et technique et aux références professionnelles, l'acheteur public a admis l'ensemble des candidatures,

**Considérant** que conformément à l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, l'acheteur public a analysé les offres avant les candidatures,

#### Considérant l'analyse des offres :

		VALEUR TECHNIQUE  Note   Note sur 60		PRIX DES PRESTATIONS		NOTE GLOBALE sur 100	Classement		
				Note sur 60	Avant vérification	Après vérification Note sur 40			
BENOI RENE ET FILS Cotraitant SCAIC	Méthodologie	22.0	/30	48.0	455 261.20 €	455 261.20 €	37.4	85.4	3
	Fournitures	8.0	/10						
	Moyens matériels	10.0	/10						
	Moyens humains	8.0	/10						
SAS MITHIEUX TP	Méthodologie	26.0	/30						
	Fournitures	8.0	/10	54.0	\$ 60.658 805	508 853.09 €	33.4	87.4	2
	Moyens matériels	10.0	/10	34.0	300 033.03 €	500 053.05 €	33.4	97.1	
	Moyens humains	10.0	/10						
JOUVERT	Méthodologie	26.0	/30	52.0	425 291.45 €	425 291.45 €	40.0	92.0	1
	Fournitures	8.0	/10						
	Moyens matériels	10.0	/10						
	Moyens humains	8.0	/10						

Envoyé en préfecture le 31/10/2025

ID: 030-200066918-20251031-2025\_0410D-AU

Recu en préfecture le 31/10/2025

Publié le 31/10/2025

Considérant que suite à l'analyse des offres et au classement final, l'offre économiquement la plus avantageuse est celle de la SARL JOUVERT,

Considérant qu'au regard des renseignements demandés au titre de la candidature afférents à la capacité juridique, économique et technique et aux références professionnelles, l'acheteur public a admis la candidature de l'offre économiquement la plus avantageuse,

# DÉCIDE

## ARTICLE 1:

Est retenue au titre de l'offre économiquement la plus avantageuse, dans le cadre du présent marché relatif aux travaux concernant la création d'une piste d'accès à la ressource et reprise du réseau d'eau à Sainte-Cécile-d'Andorge, le candidat suivant :

SARL JOUVERT, représentée M. Claude JOUVERT en qualité de président - La Thuillère -Mercoirol - 30110 Laval-Pradel, pour un montant total HT du prix global et forfaitaire de 425 291,45 € (quatre cent vingt cinq mille deux cent quatre vingt onze euros et quarante cing centimes).

## ARTICLE 2:

Le délai global prévu pour l'exécution des travaux est de 4 mois. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

#### ARTICLE 3:

Monsieur le directeur général de la Communauté Alès Agglomération et Monsieur le receveur communautaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Alès, le

3 1 OCT 2025

Le président

Christophe F

La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr